



## Communiqué de Presse

### « POUR L'AVENIR DE NOS MISSIONS, DE NOS MÉTIERS, DE NOS EMPLOIS »

#### PÔLE EMPLOI EN GRÈVE À PARTIR DU LUNDI 06 MARS 2017

Le quotidien des agents de Pôle Emploi ne cesse de se dégrader entraînant de fait une dégradation du service rendu aux usagers : course à la productivité, réorganisations permanentes des conditions de travail et d'accueil, multiplication des contrats et statuts précaires en première ligne sans réelle formation .

Tout cela est inscrit dans un contexte d'austérité budgétaire, de manque d'effectifs et d'augmentation de la charge de travail mais aussi et surtout de remises en cause récurrentes sur l'avenir de notre établissement public à statut national : annonces de régionalisation ou de privatisation totale ou partielle.

La méthode Coué de la communication du Directeur Général à l'instar de celle de nos gouvernants sur le « ça va mieux » et « tout le monde est content » ne trompe personne et renforce un sentiment de défiance généralisée. Pour nos organisations, la casse des garanties collectives et le remise en cause profonde des métiers, et donc des missions, avec la perspective de perte de compétences clés doivent être combattues.

Un accord récent dit GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences) signé par une minorité d'organisations syndicales accompagne la mise en œuvre d'une **restructuration d'ampleur concernant les métiers de l'indemnisation, du conseil à l'emploi, de l'orientation et des fonctions supports.**

**Ce plan qui s'inscrit dans le projet Pôle Emploi 2020 de la Direction a pour effet notamment :**

- La casse de la mission d'indemnisation et une réaffectation massive des personnels en charge de celle-ci vers le conseil
- La dématérialisation à outrance et le lancement de « *Bob emploi* », dans une nouvelle tentative de substitution des conseillers par la machine et de mise à distance des usagers.
- L'accroissement de l'externalisation et de la privatisation de nos missions
- Le déploiement d'une nouvelle « offre de service » entraînant une réorganisation immobilière avec le projet « *agence de demain* » et la réduction du nombre de sites avec le développement des Maisons de Service Au Public (MSAP)

Dans le même temps, de lourdes menaces de régionalisation pèsent sur Pôle emploi

**Dans ce contexte, nos organisations syndicales sont convaincues que de telles orientations ne s'accompagnent pas mais se combattent. C'est le démantèlement de**

**notre outil de travail qui est engagé. C'est pourquoi, nous appelons tous les personnels de Pôle emploi à se mobiliser massivement pour obtenir :**

- Le retrait de l'accord GPEC et l'arrêt de la mise en œuvre de Pôle emploi 2020 dont OSSPP.
- La fin de tout processus de Régionalisation et de privatisation et la défense du caractère public et national de Pôle emploi
- La défense de nos missions de service public et de protection sociale collective dans le cadre du régime d'assurance chômage, le maintien des activités de Pôle emploi telles que prévues par la loi de fusion du 13/02/2008.
- L'arrêt de la sous-traitance et la ré-internalisation de toutes nos activités
- La reconnaissance et le maintien de tous nos métiers dans le respect de nos expertises, qualifications et identités professionnelles
- L'embauche de personnel en CDI
- L'amélioration de nos conditions de travail et de la qualité du service rendu aux usagers
- Une augmentation générale des salaires et traitements (point d'indice et point salaire)
- Une classification garante des qualifications et de l'expérience acquise dans nos métiers, intégrant un déroulement de carrière automatique pour toutes et tous

### **Nous vous convions**

- **à la manifestation parisienne lundi 6 Mars à partir de 9h30 place Gambetta jusqu'à la DG Pôle emploi**

### **Contacts Presse**

#### Pour la CGT

Nathalie POTAVIN : 0674631837

Rubens BARDAJI : 0618634752

#### Pour FO

Fabien MILON : 0622685455

Sylvie SZEFEROWICZ : 0684230065

#### Pour le SNU/FSU

Jean-Charles STEYGER : 0662740971

#### Pour Solidaires Sud Emploi

Daniel Mémain : 06.72.90.66.32

Paris, le 3 mars 2017